

la Revue des livres



KERSHAW (Greet) – **Mau Mau from Below.** – Oxford-Nairobi-Athens, James Currey-East African Publishing House-Ohio University Press, 1997, 354 p.

Les spécialistes du mouvement mau mau (Kenya, 1952-1956) ont attendu ce livre pendant plus de 30 ans. On savait en effet que Greet Kershaw avait eu l'occasion – privilège absolument unique – d'effectuer, en 1956-1957, alors que la révolte mau mau était encore active, une longue étude de terrain parmi deux communautés kikuyu dans le district de Kiambu. On savait également qu'elle s'était de nouveau rendue sur place en 1962 pour compléter son enquête et qu'elle détenait ainsi des données détaillées et chiffrées concernant des centaines d'informateurs. Cependant, la publication de l'ensemble de son travail se faisait attendre parce que certaines de ses informations étaient tellement sensibles qu'une publication trop précipitée pouvait mettre en danger quelques-uns de ses informateurs.

Aujourd'hui, le délai de « prescription » étant révolu, nous pouvons enfin nous rendre compte de ce qu'une étude anthropologique faite « à chaud » peut apporter à la compréhension d'un mouvement contestataire armé. On peut d'abord constater que l'apport de Greet Kershaw est fondamental. Désormais, on ne pourra plus écrire sur le mouvement mau mau sans se référer à son travail. On s'était déjà rendu compte, plus

ou moins confusément, qu'il n'y a pas eu un seul mouvement mau mau, mais plusieurs. On soupçonnait également que la dimension interne, le caractère de guerre civile qui s'appuyait sur certains conflits fonciers prenant leur origine au XIX^e siècle, était essentielle pour comprendre le mouvement, ou les mouvements mau mau. Grâce à ses données chiffrées, Greet Kershaw nous le démontre de façon presque mathématique. Les traditions orales récoltées sur le terrain lui permettent en effet de remonter jusqu'à environ 1835 pour suivre l'évolution de la situation foncière dans les deux communautés étudiées et de déceler l'opposition entre paysans « aisés », cultivateurs de subsistance et « métayers » sans terre (*ahoi*), opposition rendue plus aiguë par les « vols » de terre du début du XX^e siècle au profit de colons européens. Notons au passage la profondeur historique absolument unique de l'enquête. De même, Greet Kershaw nous montre que l'adhésion au mouvement mau mau, qui se faisait en prêtant serment, n'avait pas le même sens selon la date de la cérémonie et le lieu où elle s'effectuait. Tous ces serments ont été considérés par l'administration coloniale comme des actes subversifs et agressifs, alors qu'une bonne partie d'entre eux ne l'étaient pas, ou moins qu'on ne le pensait à l'époque.

Tout cela est essentiel pour comprendre le mouvement mau mau, et on voit ici l'importance des études du genre « politique par le bas » telles que les appelaient de leurs vœux les fondateurs de *Politique africaine*. Pour une fois, nous

sommes vraiment « servis ». A cet égard, l'ouvrage de Greet Kershaw est exemplaire pour d'autres raisons aussi. D'une part, il s'agit d'une étude « transparente » abondant d'informations sur la façon de travailler et d'enquêter de l'auteur, et que l'on pourrait presque refaire pour vérification, chose assez rare dans le domaine des publications anthropologiques. D'autre part, l'auteur nous montre qu'il est possible de « sympathiser » avec les enquêtés (sa solidarité avec les villageois transpire à chaque page du livre), sans tomber dans les travers de la recherche militante. Là encore, ce livre a valeur d'exemple.

Ceci dit, il convient aussi de signaler les limites de cette étude. D'une part – péché véniel – le récit est parfois difficile à suivre, parce que la matière traitée est complexe, mais aussi parce que l'auteur a parfois du mal à bien structurer ses données. C'est notamment le cas des premiers chapitres historiques où l'on doit s'accrocher pour ne pas perdre le fil du raisonnement. D'autre part – et c'est un problème plus fondamental – l'auteur se refuse de sortir du cadre de l'étude par le bas, comme elle l'admet d'ailleurs elle-même (p. 7). Elle ne nous parle que de ce qu'elle connaît bien, c'est-à-dire du phénomène mau mau dans les deux communautés étudiées, sans se référer au contexte plus large, et son livre ne reflète donc que l'expérience vécue à ce niveau. Or, cette approche extrêmement locale ne rend pas compte de tous les aspects du mouvement mau mau, et ceci d'autant plus que les deux communautés étudiées, tout en ayant participé (pour certains de ses membres) au mouvement (par le biais du serment), sont restées en dehors de la *révolte*. Aucun de ses informateurs, en effet, n'a fait partie des « combattants de la forêt » qui ont lutté pendant quatre ans contre l'armée coloniale britannique.

Le livre de Greet Kershaw, tout en étant désormais incontournable, ne rend donc pas pour autant obsolète l'ensemble de la littérature existante. Pour comprendre le phénomène mau mau, on doit aussi tenir compte de la lutte armée dans la forêt, dimension d'ailleurs occultée ou négligée par la plupart des publications plus récentes (Throup, Lons-

dale, Furedi, et, dans une moindre mesure, Kanogo et Tamarkin). On doit aussi sortir de la perspective extrêmement éclatée du mouvement telle que l'ont vécu les informateurs de Kershaw. Cette perspective est salutaire, car, comme le souligne John Lonsdale dans sa préface, une optique trop unitaire, inspirée par l'administration coloniale, a longtemps prévalu dans la littérature, mais on ne doit pas aller trop loin dans l'autre sens non plus. A notre avis, il est peut-être temps d'essayer une nouvelle synthèse qui tiendrait compte de l'apport essentiel de Greet Kershaw, tout en gardant à l'esprit que le mouvement mau mau, à d'autres niveaux (celui de Nairobi notamment), était quand même moins éclaté que ne le suggère une monographie villageoise. On demande des volontaires. [Robert Buijtenhuijs]

(Collectif) – **Terrain n° 28, miroirs du colonialisme**. – Paris, ministère de la Culture, 1997, 174 p.

A l'heure où les anthropologues, historiens, politologues redécouvrent l'intérêt de travaux africanistes ou orientalistes produits par certains coloniaux (M. Delafosse, R. Montagne...), on ne peut que saluer ce numéro spécial que *Terrain* consacre aux rapports entre anthropologie et colonialisme. On ne peut que souligner également la volonté clairement exprimée par les contributeurs de ce numéro de dépasser la littérature « culpabilisante et auto-flagélatrice » (J.C. Muller, p. 60) qui présente la colonisation des Blancs comme un mal absolu et un processus à sens unique dans lequel les colonisés n'auraient fait que subir la domination coloniale, en spectateurs infortunés d'un destin qu'ils ne pouvaient infléchir. Comme le rappelle en introduction, G. Lenclud, l'eurocentrisme a malheureusement survécu à la décolonisation et, sur fond de mauvaise conscience, a souvent biaisé l'interprétation d'un passé que l'on désirait répudier. C'est à rompre avec cette tradition

que vise ce numéro spécial de *Terrain* : il s'agit de présenter un portrait de nous-mêmes, Européens, à travers cet épisode encore proche, voire inachevé de notre histoire, que fut la colonisation, en faisant notamment appel au regard que les colonisés ont porté sur les colonisateurs, seule manière peut-être de « décoloniser le nôtre propre » (G. Lenclud, p. 6)... et premier pas sans doute vers une réhabilitation des peuples dominés comme acteurs de leur propre histoire...

Les contributions de ce numéro étant particulièrement riches et diverses, nous n'en retiendrons que quelques-unes susceptibles d'intéresser plus spécifiquement les politologues. Avec les articles de B. de l'Estoile (« Au nom des vrais Africains ») et P. Centlivres (« Julius Lips et la riposte du sauvage »), nous avons deux exemples opposés de rapport entre colonialisme et anthropologie, plus largement entre savoir et pouvoir. Le premier insiste sur la façon dont les anthropologues fonctionnalistes anglais ont, dans les années 1930, appuyé la politique lugardienne d'*Indirect Rule*, c'est-à-dire de gouvernement à travers les chefs indigènes : en cautionnant l'idée selon laquelle l'Afrique authentique ne pouvait être que l'Afrique traditionnelle, leur analyse a largement conforté un système dans lequel les chefs traditionnels étaient considérés comme les seuls représentants sociaux et politiques des sociétés indigènes, les seuls interlocuteurs valables et légitimes de l'administration coloniale. Elle devait renforcer par là même les critiques des élites éduquées, ou plutôt selon la terminologie fonctionnaliste, « déracinées », vis-à-vis d'un système qu'elles considéraient alors comme une tentative délibérée de la part de la nation colonisatrice de les écarter des processus décisionnels et de bloquer un développement politique et social qui déboucherait inévitablement sur l'autonomie, voire l'indépendance politique des colonies. L'anthropologie, complice d'une domination par trop endurée ? C'est ainsi que semblent l'avoir conçue bon nombre de ces Africains européens dont la représentativité et les revendications politiques n'étaient peut-être pas plus légitimes que celles des élites tradi-

tionnelles... mais dont le regard critique rappelait certainement qu'une Afrique nouvelle était en train de naître. Leur méfiance à l'égard des anthropologues pouvait être justifiée, elle était d'ailleurs largement réciproque. Mais il est à noter que, de par leur analyse, ces derniers ont tout autant servi les intérêts de certains colonisés – en l'occurrence les élites traditionnelles – que ceux du colonisateur.

Du reste, vis-à-vis du pouvoir colonial, la discipline a souvent entretenu des rapports ambigus. Elle s'est même parfois retournée contre lui, comme le rappelle P. Centlivres à travers l'exemple de Julius Lips et son intérêt pour les arts indigènes dépeignant, caricaturant le colonisateur. Il est vrai qu'en conférant à l'art et au regard indigènes une valeur de plus en plus égale à l'art et au regard européens, ce dernier en venait à saper l'un des fondements de la domination coloniale : l'idée d'une supériorité culturelle de l'Occident. Reconnaître que les peuples colonisés ont su mettre à nu le roi, c'est reconnaître également qu'ils n'ont pas été ces enfants passifs dépeints par le colonisateur... et les analystes post-coloniaux. Du reste c'est ce que confirme l'article de J.C. Muller sur le Cameroun colonial (« Merci à vous les Blancs de nous avoir libérés ») : les populations colonisées n'ont pas fait que subir passivement la domination coloniale ; elles ont su également l'utiliser à leurs propres desseins et se la réapproprier dans leurs stratégies de pouvoirs. C'est ainsi que profitant d'une politique coloniale française tournée vers le plus ou moins grand respect des institutions traditionnelles, certaines tribus se sont débarrassées de leurs anciens maîtres peuls, de même que certains chefs peuls ont réussi inversement à conserver leurs pouvoirs et leurs fiefs. Ce qui ne serait pas sans expliquer la persistance aujourd'hui encore au Cameroun de véritables États dans l'État. Si la colonisation fut une rencontre, cette rencontre a donc pu dans certains cas se retourner au profit du peuple colonisé. Dans d'autres, elle a pu avoir des effets plus traumatisants, laissant dans la mémoire collective certains réflexes, systèmes de représentations qui continuent à conditionner l'attitude

politique de certains peuples. C'est la conclusion que l'on pourra tirer de la contribution de J. Cole (« Quand la mémoire resurgit »), portant sur la réaction plutôt méfiante de certaines parties de la population malgache à l'égard du processus de démocratisation et notamment des élections de 1992. Parce que l'élection proprement dite est encore associée à la répression sanglante de 1947 ayant suivi les premières concessions politiques françaises, parce que dans l'esprit des paysans betsimisarakas toute activité politique définie par l'État est synonyme de répressions, troubles sociaux, insurrection et souffrances, elle ne peut que générer peur, voire même refus de participation. Dans ce cas précis la population considérée s'est d'une certaine façon réappropriée l'événement, l'a interprété à sa manière et s'en est servi bien des générations plus tard comme système de référence dans sa relation à l'État et plus généralement au politique. Exemple supplémentaire qui prouve que la référence au passé colonial peut parfois aider à la compréhension du présent politique et social. Mais ce passé est plus complexe et moins dichotomique qu'on ne l'a laissé supposer. Qu'il y ait eu des dominants et des dominés, cela va de soi, mais les seconds n'ont pas toujours subi une histoire imposée par d'autres... il faudra bien un jour l'admettre. [Véronique Dimiez]

BLANCEL (Nicolas), DELABARRE (Francis) (dirs) – **Images d'Empire. 1930-1960 : trente ans de photographies officielles sur l'Afrique française.** – Paris, éd. de La Martinière/La Documentation française, 1997, 336 p. (Collectif) – **Imaginaire colonial et figures de l'immigré. – Hommes et Migrations, n° 1207, mai-juin 1997, 167 p.**

La réflexion iconographique sur les images coloniales est actuellement fort à la mode. Des expositions se multiplient, en France et ailleurs en Europe, qui exhibent des clichés tirés d'archives pri-

vées ou publiques. Le superbe ouvrage « Images d'Empire », dont nous rendons compte ici est publié sous l'égide de responsables de l'Association Connaissance de l'Histoire de l'Afrique Contemporaine. Il présente une sélection de photographies officielles, dont a hérité la Documentation française au lendemain des indépendances. Le remarquable agencement des images, d'articles de grande qualité et de notules fort pertinentes contribue à la réussite de ce projet très maîtrisé. A travers les nombreux thèmes et sous-thèmes abordés (de « l'Afrique découverte » à la décolonisation et aux images postcoloniales de l'immigration) se trouve fort bien soulignée une dynamique des représentations liée à l'évolution des rapports entretenus entre colonisateurs et colonisés : du héros casqué de blanc au technicien qui assiste, de l'indigène discipliné à la théâtralisation des réformes politiques. En écho au compte rendu précédent, soulignons que si les techniques de propagande, les logiques de mises en scène de l'ordre colonial ou de la « mission civilisatrice » sont brillamment démontées/démontrées, les commentaires relatifs aux imaginaires, aux stéréotypes coloniaux évitent le piège de la dénonciation systématique. Même si dans sa préface (par ailleurs plutôt nuancée), Albert Memmi nous met en garde contre les dangers du « révisionnisme » apologétique, il est écrit plus loin, en introduction au chapitre intitulé « Portrait de l'autre », qu'il « s'agit au fond d'établir, à partir de documents iconographiques officiels, une sorte d'archéologie de la psychologie coloniale en ce qu'elle a de profondément humain, et non pas seulement, comme c'est souvent le cas dans de telles études, de distribuer des satisfécit ou des condamnations » (p. 103). Bref, ce travail sur les clichés sait se doter du recul indispensable à ce genre d'entreprise.

Notre rédaction a également reçu, en complément, une livraison de la revue *Hommes et Migrations*, consacrée à une tentative de mise en regard de l'imaginaire colonial et des figures contemporaines de l'immigré. Entretiens et articles se succèdent, qui s'efforcent de traiter de cette thématique fort délicate.

Le ton est ici souvent plus incisif et l'on se demande à la lecture de certains articles s'il est possible de dénoncer certaines attitudes persistantes sans sombrer dans le « politiquement correct » le plus saugrenu. Une illustration parmi d'autres : le passage sur « la bande dessinée comme vecteur privilégié de diffusion des stéréotypes » (p. 37 et suivantes) se révèle surtout obnubilé par l'idée de réclamer que *Tintin au Congo* soit précédé d'une « préface précisant qu'il s'agit d'une vision d'époque influencée par l'idéologie coloniale ». C'est faire bien peu de cas des excellentes B.D. apparues depuis quelques années (citons par exemple les séries « Jimmy Tousseul » ou « Alice et Léopold » pour rester dans le domaine belge) qui présentent une image réaliste et foncièrement antimanchéenne de l'Afrique centrale (avec des Blancs et des Noirs alternativement bons, méchants, sympathiques, ridicules). D'une certaine manière toute l'œuvre d'Hergé est datée, caricaturale et maintes catégories (à commencer par les Femmes ou les Japonais) seraient fondées à se plaindre de la manière dont elles sont traitées. Faudrait-il donc annoter toute la littérature dont les personnages et les comportements ne seraient plus dans l'air du temps ? Imagine-t-on des syndicats de policiers, ou des sociétés savantes s'offusquer de l'imaginaire qui est donnée d'eux par l'intermédiaire des Dupond/t ou de notre cher professeur Tournesol ? [Jean-Pascal Daloz]

CONSTANTIN (François), COULON (Christian) (dirs) – **Religion et transition démocratique en Afrique.** – Paris, Karthala, 1997, 387 p.

Ce volume, fruit d'une réflexion collective de treize chercheurs africanistes entre 1992 et 1995, dépasse en fait très largement les limites du titre. Il s'agit – et il faut s'en féliciter – d'une série d'analyses sur la relation entre politique et religion en Afrique contemporaine – champ de travail autrement plus vaste que celui qui concerne les transi-

tions dites démocratiques. A l'heure où l'on se pose la question de savoir dans quelle mesure il y a eu effectivement transition « démocratique » en Afrique, il est impératif de ne pas perdre de vue que, quelle que soit la nature des changements politiques en cours, la question du rôle du religieux pour le politique est de plus en plus pertinente. Comme le disent à juste titre Constantin et Coulon dans l'introduction : « L'étude des faits religieux apparaît de plus en plus nettement aujourd'hui comme analyse des dynamiques sociales et politiques de la "modernité", conçue non comme "modernisation" à l'occidentale mais comme "mouvement historique" du changement » (p. 17)... « Les faits religieux africains sont bien marqués par le changement qu'ils contribuent à exprimer, à formuler, à organiser » (p. 18). Premier point donc, et non des moindres : le religieux en Afrique participe de la modernité du continent. Qu'il s'agisse des religions universelles monothéistes ou des religions soi-disant traditionnelles, cet ouvrage montre bien que l'importance considérable que joue le religieux dans les rapports entre pouvoir et société ne saurait s'expliquer sans prendre en compte la religiosité dans la vie de l'Afrique contemporaine. Deuxième point, mais qui n'apparaît qu'en filigrane dans ce volume : les formes du religieux africain n'œuvrent pas forcément à la transition démocratique. En effet, au-delà du rôle ponctuel qu'ont pu jouer certains hommes de religion dans ce processus de « transition démocratique », notamment les conférences nationales, il n'est pas certain que les faits religieux et même les institutions religieuses favorisent la démocratie, du moins dans sa variante occidentale. Et ceci pour la bien simple raison que la religiosité en Afrique ne se dissocie pas facilement de la société africaine. Or cette société, pour pluraliste qu'elle soit, n'en est pas moins compatible avec une forme de démocratie occidentale qui reflète, bien évidemment la société occidentale. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir de l'avenir de ces « transitions démocratiques », ce volume – et c'est là tout son intérêt – nous permet pour le moins de cerner plus aisé-

ment et, oserions-nous le dire, de façon plus scientifique, l'importance du religieux en Afrique contemporaine. Or cette importance est beaucoup plus considérable que ce que l'analyse « classique » du politique en Afrique laisse entendre. Non seulement, il s'avère que le monde de la croyance (religion ou sorcellerie) est vécu au quotidien mais il est probable qu'il influe fortement sur les pratiques politiques qui régissent les rapports entre État et société (civile).

La première partie du livre est précisément axée sur la question de ce rapport entre le politique et la société civile. Il s'agit ici d'une série d'études de cas sur le Ghana, le Nigéria, le Kenya, le Bénin et la Somalie, où les auteurs s'efforcent de mettre en évidence le rôle politique du religieux. Les six chapitres ici présentés sont tous dignes d'intérêt au niveau de l'analyse ponctuelle mais l'on retiendra peut-être surtout le message équivoque qu'ils transmettent quant au potentiel « démocratique » des faits religieux en question. La seconde partie, elle, se penche plus directement sur le rôle des Églises et de leurs clergés dans le passage au politique. Ici, des études de cas sur le Cameroun, le Burkina Faso, le Congo, la Zambie, le Kenya et la Tanzanie, ainsi que le Burundi, montrent bien toute l'ambiguïté de l'action politique des institutions religieuses, chrétiennes et musulmanes. Car ce qui ressort de ces chapitres, étayés par une recherche solide et fort bien présentée, est que la dialectique entre Église et pouvoir est fort complexe. Les Églises étant des corps constitués de la société civile, leurs interventions politiques répondent autant à un désir d'œuvrer au changement politique qu'à leurs soucis corporatistes. Par ailleurs, il apparaît clairement que les clergés et autres hiérarchies religieuses ne répondent pas forcément aux désirs des communautés religieuses qu'ils sont censés représenter.

On ne peut en fin de compte que rejoindre l'opinion émise par Guy Hermet en conclusion de ce volume passionnant : « [L]'idée s'impose donc que l'Afrique n'illustre que marginalement l'engagement des acteurs religieux dans le débat démocratique de ce temps.

Mais dans ce domaine comme dans les autres, il est patent, également, qu'elle ne présente aucune unité en raison même de sa fragmentation multiforme. Et dans ce domaine encore, on peut conjecturer sans risquer trop le démenti qu'elle demeurera aussi peu conforme aux schémas reçus dans le cas où une consolidation démocratique de grande envergure s'y réaliserait » (p. 369). L'intérêt de ce volume est, à mon sens, qu'il suscite plus de questions que de réponses, ce qui, au stade où nous en sommes de la compréhension du rapport entre religieux et politique en Afrique contemporaine, est tout à fait sain. *Religion et transition démocratique en Afrique* ouvre donc un dossier fondamental et qui, répétons-le, dépasse très largement les péripéties actuelles des élections multipartisanes que l'on associe trop facilement à des transitions démocratiques durables. Il est d'espérer que ce recueil suscitera d'autres recherches sur le rôle que peut jouer le côté plus occulte (dont entre autres la sorcellerie) du religieux en Afrique. Mais pour l'heure, il faut saluer la publication de cet ouvrage collectif qui démontre bien l'importance que l'analyse du religieux a pour le politiste africaniste. [Patrick Chabal]

MANE (Ibrahima) (dir.) – **État, démocratie, sociétés et culture en Afrique.** – Dakar, Démocraties Africaines, 1996, 213 p.

Cet ouvrage reprend les communications présentées lors d'un colloque organisé par l'UNESCO et l'Institut africain pour la démocratie (IAD). La douzaine de textes rassemblés témoigne de l'éclatement de la recherche africaniste dans ses efforts pour traiter le processus de démocratisation. Cette liberté amène des ouvertures originales sous la plume d'Achille Mbembe qui tire un texte dense d'une réflexion sur les « rapports entre la disette, la pénurie et la démocratie ». Encore, l'auteur prend-il soin de rappeler, *in fine*, qu'il a « volontairement laissé en suspens la question

des liens entre l'économique, le politique et le culturel » (p. 62). D'autres auteurs, en circonscrivant leur recherche à un terrain particulier et à la connexion du politique avec une seule autre dimension, font aussi des démonstrations probantes. Ainsi procèdent Luc Sindjoun pour « l'exploitation de la rente identitaire "anglophone" par les entrepreneurs politiques » camerounais ou encore Henri Ossébi qui pose des jalons pour une étude des enjeux sociaux dans la transition congolaise.

Cependant, tous les textes ne sont pas aussi novateurs. Certaines réflexions individuelles présentées dans cet ouvrage ont tendance à s'installer dans les généralités ou encore à mêler les registres du descriptif, de l'explicatif et du normatif. Traiter de la démocratie comme processus global, sans distinguer les logiques d'actions et les répertoires de représentations, pousser la pluridisciplinarité dans ses derniers retranchements, conduit, souvent, à une perte de sens plutôt qu'à un gain de connaissance. En effet, à suivre certains des auteurs les moins inspirés de ce livre, la démocratisation n'a pas de sens sans référence aux problèmes sociaux ; ceux-ci ne peuvent être résolus sans changement économique ; lequel ne peut pas être abordé en termes vulgairement utilitaristes mais doit tenir compte de la culture qui elle-même dépend du religieux, etc. Bref, comment ne pas aboutir à un complet désenchantement face à des expériences de démocratisation quant on affecte *a priori* à celles-ci le statut de potion magique ?

Enfin, on est tenté de s'interroger sur la fonction de la référence à la « démocratie » dans des travaux d'une valeur indiscutable mais dont l'ambition semble plutôt résider dans la formulation d'un mode de domination légitime dont les fondements seraient radicalement différents de ceux qui ont présidé à l'émergence des modèles occidentaux. Le texte consacré à la Somalie par M.A. Mohamed illustre bien cette difficulté puisque son plaidoyer pour la réhabilitation du système politique prévalant antérieurement à la période de Siyad Barre prendrait une toute autre force s'il allait jusqu'au bout de sa logique. Il

serait intéressant en effet d'évaluer les coûts du rétablissement d'un système qu'il décrit comme un « modèle d'une tradition démocratique africaine » (p. 159) et qui présente un caractère clanique équilibré, comportant « des castes et des marginaux » (p. 159), « segmentaire et hiérarchisé » (p. 169), ne connaissant pas d'exécutif au niveau national et dont « chaque segment est dirigé par un conseil de sages et un roi (ou chef) » (p. 159).

On ne contestera pas à l'auteur le caractère authentiquement somali de ce modèle, ni le droit, pour les Somaliens, d'en revendiquer l'invention et d'en regretter l'érosion. Toutefois, si la définition des appartenances de clan, de caste, l'accession à la notabilité et à la royauté, constituent bien un contexte social idéal (ou idéalisé) que l'auteur peut estimer plus apte à assurer la paix sociale que l'autoritarisme et la corruption qui se sont développés sous Siyad Barre, on préférerait que la référence à la démocratie soit réservée à des expériences qui ne s'appuient pas sur l'inégalité des sujets et des groupes ni sur l'hérédité et la séniorité des positions de pouvoir. Le vocabulaire de la sociologie historique pourrait être utilement sollicité pour trouver une qualification comparative plus crédible. [Patrick Quantin]

WAUTHIER (Claude) – **Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand.** – Paris, Le Seuil, 1995, 723 p.

Longtemps délaissée par l'analyse, la politique africaine de la France occupe aujourd'hui une place centrale dans la recherche africaniste. Au milieu de cette littérature en expansion, l'ouvrage de Claude Wauthier fait partie des contributions majeures. L'auteur ne prétend pas révolutionner la perspective. Entre les tenants d'un néocolonialisme français, manifestation particulière de l'impérialisme économique occidental, et les adeptes d'une approche plus spécifiquement politique fondée sur la connivence des élites, des réseaux et

l'imbrication d'intérêts croisés, Claude Wauthier a préféré opter pour le mode narratif, loin de la préoccupation conceptuelle ou théorique. Son propos n'est pas de nourrir telle ou telle thèse générale mais de restituer la trame des relations franco-africaines sous les présidents successifs de la V^e République. Adossé depuis 1953 au poste d'observation privilégié du journaliste, Claude Wauthier reprend le fil d'une relation ancienne, tissée par le général de Gaulle sur les décombres de 1940 et prolongée jusqu'au Mitterrand des années 90. Scrupuleusement, l'auteur s'attache à disséquer les épisodes les plus marquants d'une histoire tourmentée. Combinant les vertus du clinicien et de l'homme de presse, Claude Wauthier relate sans complaisance les heurs et malheurs des rapports complexes entre la France et les États subsahariens. Servi par un style dépouillé, par une connaissance précise, et souvent vécue de près, des événements et des hommes, il comble un vide dans la connaissance des relations franco-africaines. Évitant les facilités du discours moralisateur, l'auteur conduit le lecteur dans les méandres, souvent troubles, de la politique africaine de la France.

Bien que journaliste, Claude Wauthier n'est pas un adepte du scoop. Son genre est celui du chroniqueur, accumulant quotidiennement l'information, sachant que de celle-ci surgit progressivement une réalité moins simple que celle à laquelle la passion mal maîtrisée peut conduire. Chacun des présidents français est successivement passé au crible, à travers un découpage en chapitres qui scandent, de façon souvent impitoyable, l'action menée par la France en direction de l'Afrique. La grande politique y apparaît comme nécessairement habitée par des pratiques et des personnages qui façonnent la singularité de la politique africaine. Certes, seule la naïveté peut conduire à penser que la politique étrangère échapperait aux brouets confectionnés dans certaines « arrières-cuisines » selon l'expression d'un ancien Premier ministre. Encore existe-t-il des degrés dans l'interpénétration des genres.

Sur ce plan, la lecture de l'ouvrage

ne laisse planer aucune ambiguïté quant à la spécificité de l'Afrique dans la politique extérieure de la France. De façon permanente surgissent sur scène, pêle-mêle, les services de renseignements, officiels et officieux, les mercenaires, les conseillers, les affairistes (dont Bernard Tapie, convoitant dès 1979 les châteaux de Bokassa...). Les relations entre la France et les États africains relèvent d'un genre radicalement différent et le sentiment prévaut d'une impossibilité quasi structurelle à les organiser sur le mode diplomatique-stratégique classique. C'est pourquoi les présidents français apparaissent presque comme des personnages secondaires, impuissants à façonner les règles d'un jeu dont il leur faut épouser les contours sous peine d'exclusion. Le poids de la contrainte crée l'impression d'une quasi-similitude entre les quatre présidents au point qu'ils semblent interchangeable. Chaque présidence est à la fois singulière par les événements qui la caractérisent et, dans une moindre mesure, par les acteurs. Mais toutes se ressemblent par les méthodes utilisées. La violence par exemple, y compris l'assassinat, de Félix Moumié et de l'amant de Joséphine Bongo, fait partie de la trame normale des relations franco-africaines de même que la corruption et les barbouzes...

Étrange tableau dont l'auteur se refuse pourtant à systématiser les régularités. Faut-il y voir la simple conviction que toutes ces manœuvres, comme l'écrit lui-même l'auteur, « répondaient à celles non moins tortueuses de Moscou, de Washington, de Londres, de Prétoria et de Lisbonne » ? Auquel cas, les différents acteurs ne feraient qu'interpréter une partition nécessaire au nom de la raison d'État. L'interrogation demeure. Claude Wauthier a préféré arrêter sa plume au stade de la chronique, sèche et lucide. Il le fallait. Reste à répondre à la question jamais pleinement traitée, y compris dans les cercles académiques : la France pouvait-elle conduire au sud du Sahara une politique conforme à ses principes sans remettre en cause ses intérêts ? Pouvait-elle, et peut-elle aujourd'hui plus qu'hier, combiner morale et réalisme ? [Daniel Bourmaud]

OTAYEK (René), SAWADOGO (Filiga Michel), GUINGANÉ (Jean-Pierre) (dirs) – **Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993), Ordre politique et changement social en Afrique sub-saharienne.** – Paris, Karthala, 1996, 387 p.

Depuis la révolution du 4 août 1984, le Burkina nous a fourni un exceptionnel laboratoire tant sur le plan des innovations institutionnelles que de la créativité sociale, au point qu'on pourrait intervertir la place des qualificatifs du sous-titre et parler également « d'ordre social et de changement politique » tant il est vrai qu'une quinzaine d'années après le grand chambardement des années *sankaristes*, la société paraît avoir digéré les innovations et trouvé une sorte d'équilibre, précaire, entre les diverses tensions qui la façonnent.

Au début des années quatre-vingt et malgré une vie active, un multipartisme et la présence de plus en plus forte des militaires dans les affaires politiques, malgré (mais aussi à cause d') une bureaucratie aussi nombreuse qu'inefficace, il n'existait pas d'État en Haute Volta. Ce qui en tenait lieu s'exprimait bien dans la figure bonhomme de Lamizana. C'est Thomas Sankara qui a accouché l'État burkinabé, aux forceps. Quinze ans après, c'est un pays inventant une voie capitaliste et démocratique originale, pragmatique, économe de grands sentiments (une « culture de la sobriété » dit-on dans l'introduction) mais efficace, qui fait du « pays des hommes intègres », et avec l'Afrique du sud, un des phares de l'Afrique en transition vers le XXI^e siècle.

Le colloque organisé à Talence par le CEAN et l'Université de Ouagadougou en juillet 1994 avait donc pour objet non seulement d'éclairer cette décennie d'un point de vue politique et juridique mais aussi de combler le vide des études pluridisciplinaires sur ce pays. La publication de ces travaux, loin d'être exhaustive nous indiquent les éditeurs scientifiques, est construite autour de trois thèmes, « Identités et représentations », « Dynamiques socio-économiques » et « Vers un nouvel ordre politique ».

Comme le reconnaissent les éditeurs, c'est la deuxième partie qui se révèle la plus passionnante, non seulement parce qu'elle traite d'un de mes thèmes de recherche, l'impact de la réforme foncière du 4 août 1984 et de son échec, mais aussi parce qu'elle met en lumière la confrontation entre forces de changements et permanences en tentant de répondre à deux questions :

– « la contrainte n'est-elle pas inhérente au changement ? »

– « la démocratie est-elle un luxe pour les pays pauvres ? » (p. 9).

Si l'ouvrage a tendance à répondre oui à la première et non à la seconde question, ce n'est de manière ni explicite ni uniforme. Car précisément, un des intérêts majeurs de l'ouvrage est de nous faire découvrir (ou redécouvrir) les vertus du pluralisme derrière la prise en compte de la diversité réelle des composantes de la nation burkinabé. Un autre intérêt est de nous donner à penser, à travers ces multiples « petits riens » qui font la quotidienneté et la routinisation, cette invention d'une voie capitaliste, ce que P. Zagré appelle la *new money*. Ce nouvel argent qui circule, doit-on ajouter, n'est plus seulement lié aux flux financiers internationaux mais aussi au rapatriement de l'argent des plantations ivoiriennes soldées par leurs auteurs pour cause d'insécurité politique. Un dernier intérêt, enfin, de cette publication est de faire reconnaître internationalement la recherche en sciences politiques et juridiques burkinabé, capable, ce n'est pas si fréquent, de pratiquer fort opportunément la pluridisciplinarité et de récuser le provincialisme scientifique. Trois raisons, donc, de découvrir derrière un ouvrage une facette de l'Afrique en mutation. [Étienne le Roy]

ADISA (Jinmi) – **The Comfort of Strangers. The impact of Rwandan Refugees on Neighbouring Countries.** – Nairobi UNCHS (Habitat)/Ibadan, IFRA, 1996, xii-101 p.

Parmi les innombrables livres sur le Rwanda, celui de cet enseignant en

science politique de l'Université d'Ibadan, expert auprès d'organisations internationales, tranche par son originalité. Certes, au début de son étude, il s'interroge – une fois de plus – sur les causes lointaines et récentes du génocide mais en s'appuyant surtout sur des sources en anglais, tout en citant les principaux textes en français (voir les notes et la bibliographie).

Les chapitres suivants sont les plus intéressants : à l'aide d'enquêtes, d'interviews, de rapports peu connus du public francophone, le Dr Jinmi Adisa fait une synthèse de la situation des réfugiés pays par pays : Tanzanie, Ouganda, Burundi et Zaïre. Il étudie les différents mouvements et leurs conséquences. Si l'Ouganda s'est vidé de ses « Rwandais », si le Burundi a connu des allers et venues au gré des événements politiques, la Tanzanie et le Zaïre se sont remplis au point que dans certaines régions on a compté deux réfugiés pour un Tanzanien.

Quoi qu'il en soit, partout ces migrations ont apporté des perturbations socio-économiques (fuite des cerveaux en Ouganda et au Burundi, pénurie de bétail en Ouganda, dérégulation des prix partout, etc.), politiques (par exemple utilisation des réfugiés par les extrémistes au Burundi) et plus encore écologiques. L'auteur, dans chacun des chapitres régionaux, énumère les innombrables atteintes, irrémédiables, à l'environnement : déforestation massive et systématique, pollution des eaux, épidémies...

En conclusion, il analyse, une à une, les solutions préconisées. Il ne voit d'issue que dans un retour progressif et contrôlé du million et demi ou des deux millions – environ – de réfugiés dans leur patrie. L'ouvrage a été publié en 1996 et ignore, par la force des choses, les retours massifs au pays. Cependant, cette limite ne nuit pas à la pertinence des renseignements et des témoignages consignés. [Annie Lenoble-Bart]

HALL (Margaret), YOUNG (Tom) – **Confronting Leviathan : Mozambique since independence.** – Londres, Hurst, 1997, 262 p.

Voici un livre très attendu que l'éditeur annonce depuis fort longtemps. Il est vrai que ces dernières années ont été riches en événements et que l'historien du Mozambique contemporain aurait eu du mal à conclure un tel volume sans pouvoir s'assurer que l'accord de 1992 entre Frelimo et Renamo allait tenir, que les élections promises allaient avoir lieu et que l'après-élection allait enfin permettre au pays de vivre en paix. Il était donc peut être sage de ne publier ce livre qu'aujourd'hui. Mais le problème est que l'histoire avance très vite et que depuis 1994, date limite des événements dont le livre traite, il s'est passé bien des choses. De plus, il est paru beaucoup de travaux récents sur ce pays. Alors, l'attente valait-elle la peine ? La question n'est en fait guère de savoir si ce livre nous livre l'information la plus utile sur les tous derniers événements mais plutôt de voir en quoi l'interprétation qu'il nous propose de l'histoire du Mozambique depuis l'indépendance se démarque de ce qui se publie depuis quelques années. Disons-le tout de suite, *Confronting Leviathan*, s'acquitte honnêtement de sa tâche. Il s'agit ici d'une des meilleures synthèses de l'histoire contemporaine du Mozambique que l'on puisse consulter. Les deux auteurs ont su allier intelligemment leurs compétences respectives et nous proposent une analyse équilibrée sur les bases d'une recherche fouillée. On trouvera dans ce livre un résumé concis mais complet de l'évolution du Mozambique depuis l'indépendance que l'on pourra recommander sans ambages à tous ceux qui cherchent à s'instruire.

Toutefois, l'histoire du Mozambique est fort complexe et l'on peut se poser la question de savoir dans quelle mesure les auteurs ont réussi à rendre compte de cette complexité. Vu la bibliographie importante que l'on possède sur cette ancienne colonie portugaise – et en particulier le livre magistral de Newitt (*A History of Mozambique*) –

par rapport à l'Angola, *Confronting Leviathan* nous laisse sur notre faim. Ce livre souffre, à mon sens, de trois carences importantes. Il ne fait presque aucun lien avec l'histoire coloniale et précoloniale du Mozambique, histoire pourtant capitale pour une compréhension des événements récents. Il ne fait pratiquement aucun cas de la littérature scientifique sur l'Afrique post-coloniale, littérature qui rend compte de l'évolution comparative des pays africains depuis leur indépendance. Enfin, il exhibe des carences notoires sur l'analyse politique africaniste, analyse qui aurait sans doute permis d'éclairer le parcours du pays de façon plus nette. Illustrons notre propos. L'histoire d'abord. Il est indéniable, comme le montre bien Newitt, que la guerre civile au Mozambique trouve en partie ses racines dans l'histoire du XIX^e siècle de la partie centrale du pays – zone où d'ailleurs la Renamo a obtenu la majorité aux élections récentes. D'où la faiblesse de l'analyse de Hall et Young qui ne conçoivent cette guerre civile qu'à partir de la création de la Renamo. Littérature scientifique ensuite. L'échec de la tentative de « villagisation » forcée aurait été mieux comprise si les auteurs avaient pu prendre en compte des travaux ayant trait aux tentatives faites ailleurs en Afrique pour « capturer » la paysannerie et, en particulier, tout ce qui a été écrit sur la faillite de l'expérience tanzanienne. Analyse politique enfin. Il aurait été préférable, voire indispensable, d'asseoir l'analyse de l'échec socialiste au Mozambique sur des bases plus comparatives, et en particulier de relier l'histoire de ce pays à la trajectoire du modèle développementaliste/parti unique en Afrique post-coloniale.

Ceci étant précisé, *Confronting Leviathan* demeure un bon livre sur le Mozambique depuis l'indépendance, complet au niveau de la recherche effectuée et relativement mesuré dans les conclusions qu'il fournit. Mais ce n'est pas un ouvrage qui s'inscrit dans la recherche africaniste actuelle, dont les auteurs ne font pratiquement aucun cas. En conséquence, le lecteur n'y trouvera ni le contexte historique qui éclairerait plus utilement le devenir du Mozambique, ni l'analyse politique qui permet-

trait de situer l'expérience de ce pays par rapport à l'évolution de l'Afrique contemporaine. Saluons tout de même la parution d'un volume sur un pays africain lusophone – domaine dans lequel il se publie encore trop peu. [Patrick Chabal]

ALDEN (Chris), DALOZ (Jean-Pascal) (eds.) – **Paris, Pretoria and the African Continent: the International Relations of States and Societies in Transition.** – Londres/Macmillan, New York/Saint Martin's Press, 1996, xiii-240 p.

Ce livre, fruit d'une conférence tenue en Afrique du Sud, s'emploie à réexaminer le rôle de la France et de l'Afrique du Sud post-apartheid – et par la même leurs relations – en Afrique contemporaine. A l'heure où la nouvelle Afrique du Sud redéfinit sa politique étrangère et la France cherche à se faire une raison au-delà de son « pré carré » habituel, il n'était pas inutile d'affermir un dialogue entre les deux. Quels sont les intérêts français en Afrique du Sud, quel sera le rôle de l'Afrique du Sud au sein d'une Afrique en crise, dans quelle mesure Paris et Pretoria s'avèreront partenaires ou rivaux ? Autant de questions que ce volume cherche à débroussailler. Le livre est divisé en quatre parties : la France et l'Afrique ; la France et l'Afrique australe ; l'Afrique du Sud et l'Afrique francophone ; nouveau contexte, nouvelles directions ? Les articles qui forment ces différentes sections sont d'ordre très divers – de l'analyse historique rigoureuse au rapport d'activités – et donnent à ce volume un ton d'actualité qui sied aux sujets abordés. Il faut cependant lui reconnaître une diversité un peu déconcertante, le thème même de l'ouvrage ne se prêtant d'ailleurs guère à l'uniformisation.

L'on retiendra de ce livre toute une série de présentations utiles mais, peut-être plus particulièrement, une excellente introduction de Chris Alden sur l'évolution du rôle de la France en Afrique, une étude sérieuse de Chantal

Cuddumbey sur la France et l'Afrique du Sud, un article intéressant d'Emeka Nwokedi sur la politique étrangère de la France en Afrique de l'Ouest à l'aune du nouvel ordre international et un stimulant papier de Jean-Pascal Daloz sur la marginalisation intellectuelle de l'Afrique. *Paris, Pretoria and the African Continent* est l'un des premiers livres en anglais sur ce sujet et le lecteur de langue anglaise y trouvera certainement une somme d'informations sur la complexité des rapports entre la France et l'Afrique du Sud qui n'est disponible nulle part ailleurs. [Patrick Chabal]

excellent outil pour approcher à la fois la période de l'apartheid et la nouvelle Afrique du Sud. Il faut regretter que la typographie, la mise en page et la couverture soient des plus modestes ; en souhaitant que cela ne décourage pas de nombreux lecteurs potentiels. On ne peut manquer de laisser brièvement la parole à l'auteur « ... *Plutôt que de faire un portrait biographique, j'ai essayé de cerner la dimension politique et l'ombre légendaire que l'homme projette sur son environnement immédiat et sur la société sud-africaine...* ». [Jean-Christophe Simon]

BOSCH (Alfred) – **Nelson Mandela : le dernier titan.** – Paris, L'Harmattan, 1996, 214 p.

JOHNSTON (Deborah) – **Lesotho.** – Oxford, Clio, nouvelle édition 1996, xvi-199 p.

Cet ouvrage très recommandable apporte à la fois une information dense et une analyse rédigée dans un style original. Le premier aspect fait de ce livre un travail de sciences politiques tout autant qu'une biographie de celui qui fut un des piliers de l'African National Congress sous l'apartheid avant de devenir un des prisonniers politiques les plus célèbres, pour terminer comme l'homme d'État le plus en vue et le plus estimé de la présente décennie, co-Prix Nobel de la Paix en 1993. Le style de l'ouvrage est probablement redevable autant à la personnalité de l'auteur, enseignant et journaliste à Barcelone (bien évoquée par le préfacier, C. Coulon) qu'à la traduction du catalan – dont nous ne pouvons bien sûr juger de la valeur. Il présente une analyse socio-politique solide, où se mêlent heureusement des remarques critiques et des touches d'illustrations baroques. Il apporte à l'ouvrage une authenticité qui renouvelle les écrits universitaires et contraste avec la médiocrité de maintes biographies journalistiques ou écrites sur commande. Les lecteurs bénéficieront d'une analyse serrée du parcours politique de Mandela (avec une excellente – et fort édifiante – confrontation des thèses et des analyses des principaux auteurs sud-africains). La bibliographie constitue un

La « World Bibliographical Series » couvre maintenant plus de 193 pays et s'est enrichie d'une nouvelle édition sur le Lesotho sélectionnée et commentée. Il s'agit de l'édition révisée de la bibliographie de David Ambrose et Shelagh Willet parue en 1980 dans la même collection, et c'est la plus récente bibliographie sur ce pays. Son auteur, Deborah Johnston y a effectué de nombreuses recherches depuis 1989. Elle propose, par rapport à l'édition précédente, des entrées thématiques différentes comme par exemple « Constitution, Legal System and human Rights », « International Relations » ou encore « Women and Gender Issues ». Elle a pour intérêt de présenter les titres parus après 1980 et aussi de compléter l'édition de David Ambrose et Shelagh Willet en réparant ses oublis pour les ouvrages antérieurs, en abordant un certain type d'ouvrages jusque-là négligés comme par exemple les autobiographies et mémoires. De plus, l'édition de Deborah Johnston insiste sur le thème des conditions de vie dans ce pays : les conditions sociales (enquêtes de pauvreté, etc.), les services sociaux (santé, etc.), ressources humaines et emploi, répondant ainsi à la vocation de cette collection qui se veut plus axée sur une thématique de la vie quotidienne.

Toutefois il est à noter que cette bibliographie ne mentionne pas celle publiée par l'« Institute of African Studies » de l'Université du Lesotho, en 7 volumes. Entreprise sous l'égide de David Ambrose, d'août 1982 à février 1984, il s'agissait déjà d'une mise à jour de sa précédente publication qui prenait par exemple en compte des rapports non publiés, des thèses, séminaires, auparavant laissés de côté, et mettait l'accent sur les ouvrages en français alors que la bibliographie de Deborah Johnston s'adresse au lecteur anglophone exclusivement. [Caroline Abela]

DU BOIS DE GAUDUSSON (Jean), CONAC (Gérard), DESOUCHES (Christine) (dirs) – **Les constitutions africaines publiées en langue française (tome 1)**. – Paris, La Documentation française, 1997, 456 p.

On pourra regretter l'absence de commentaire des constitutions présentées, les textes étant seulement encadrés par une chronologie politique et des orientations bibliographiques. On appréciera que ces textes de plus en plus difficiles à trouver soient ainsi mis à disposition en espérant qu'au moins le tome 3 sera consacré aux constitutions

des pays anglophones et lusophones. La nécessité de publier un recueil de texte constitutionnel relance à nouveau la question de l'absence du droit en Afrique. [Dominique Darbon]

(Collectif) – **Pétrole et développement dans le golfe de Guinée**. – Rennes, Bulletin du CRIDEV n° 4, 1996.

D'emblée est posée la problématique, à savoir que les richesses pétrolières n'ont pas profité pleinement à ces États et à toutes les couches sociales des sociétés qui y vivent. A cela les auteurs s'efforcent de répondre. L'ouvrage n'est pas dénué d'intérêt, car on y glane, au fil des pages des renseignements très précieux, tel ce passage consacré au futur oléoduc permettant d'amener le pétrole tchadien au littoral du Cameroun. Mais ce n'est qu'une série de six monographies construites toutes sur le même plan (histoire récente des États, bilan pétrolier, conséquences). Enfin et surtout n'est pas faite la démonstration scientifique, que le lecteur attendait, sur l'importance des revenus pétroliers et le pourcentage réellement utilisé (et par voie de conséquence celui qui est détourné) de ces revenus. C'est dommage. [Serge Lerat]